



n° 36–Mai 2021

La communication économique et financière

de l'Association Éthique et Investissement

Pour une mondialisation juste

La récente nomination à la tête de l'organisation mondiale du commerce (OMC) pour un mandat de 4 ans d'une nigériane au parcours professionnel impressionnant est porteuse d'espoir.

Héritière du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade), créée en 1995, l'OMC regroupe aujourd'hui 164 pays ayant pour objectif commun de « conclure des accords commerciaux contribuant au plein emploi, au relèvement des niveaux de vies, à l'utilisation optimale des ressources conformément aux objectifs du développement durable ».

Vingt-cinq ans après, si les [niveaux de vie ont globalement augmenté sur toute la planète](#), c'est au prix de fortes disparités entre Etats et d'une [montée sensible des inégalités](#) internes aux Etats remettant ainsi en cause les fondements même de la démocratie, quand elle existe. Le plein emploi et l'utilisation optimale des ressources reste de l'ordre éthéré des principes.

La dépendance croissante à l'égard de certaines puissances, qu'elles soient technologiques, alimentaires, industrielles ou sanitaires, crée des vulnérabilités incompatibles avec le maintien d'un équilibre mondial et laisse le champ libre au développement de [dumpings sociaux](#) et [environnementaux](#), [à l'évasion fiscale](#), à la [corruption à l'échelle planétaire](#) par certaines puissances peu scrupuleuses.

Si les objectifs fondateurs de l'OMC sont toujours d'actualité, son organisation doit être repensée en tant qu'outil au service d'une nouvelle ère intégrant la notion de bien commun dans un contexte qui peut aussi bien être, à terme, celui de la démondialisation que de la mondialisation.

Il faut envisager les termes d'un développement des échanges qui accepte de passer d'un capitalisme néolibéral à un capitalisme des parties prenantes, fondé sur un juste échange, qui intègre en son sein non seulement la lutte contre l'accroissement des inégalités, qu'elles soient économiques, sanitaires, éducatives mais également la protection de la planète (réchauffement climatique, biodiversité, ...).

La nomination de la directrice générale de l'OMC et ses premières prises de paroles, ont suscité un regain d'intérêt voire même un certain enthousiasme. De nombreux défis restent à relever : des accords plus « équilibrés », une gouvernance rénovée (cadre des négociations, règles du consensus, relation entre les Etats, restauration de l'instance d'appel), autant de sujets dotés d'un fort pouvoir d'entraînement sur le comportement des entreprises, et leurs apporteurs de capitaux.

Geoffroy de Vienne

Comité Ethique du fonds Nouvelles Stratégies 50 du 9 avril 2021

Secteur : Services aux collectivités, électricité et gaz

Le gaz et l'électricité sont une part du secteur global de l'énergie, qui a encore cru en 2019 de près de 2% . Malgré son recul le pétrole reste la principale source d'énergie primaire (33 %) devant le charbon (27%). Les énergies renouvelables (hydraulique, éolien et solaire) représentent cependant en 2019, 35% des capacités installées et devraient dépasser le charbon en 2025 . Globalement l'énergie est la source de 60% des émissions de gaz à effet de serre . Elle a donc un rôle essentiel dans la lutte contre le dérèglement climatique. L'électricité représente 18,5% de la consommation mondiale d'énergie finale. Le mix énergétique de production d'électricité en France est très complet (du charbon à l'éolien en passant par le nucléaire) et génère au KWH sept fois moins de gaz à effet de serre que la moyenne européenne. Le gaz naturel, ressource tirée directement du sol sous forme de méthane, butane ou propane, liquéfié ou sous pression émet 30% de moins de gaz à effet de serre que le pétrole et 45% de moins que le charbon . Il est en croissance continue mais reste difficilement compatible avec une économie bas-carbone. D'où l'intérêt pour le bio-gaz et surtout l'hydrogène . L'hydrogène vert obtenu par électrolyse de l'eau permet le stockage d'une énergie propre utilisable en particulier dans le transport de masse (train et poids lourds). Dans ce contexte très mobile, les entreprises du secteur qui sont actives dans la production, le transport et la distribution doivent relever de nombreux défis : sortie du charbon et des énergies fossiles , enjeux nucléaires , effets négatifs des énergies renouvelables sur la biodiversité , transition « juste » vers les énergies renouvelables, accès de tous à l'électricité, mais devraient continuer à bénéficier de nombreuses opportunités de développement et d'efficacité.

Entreprise	Decision	Entreprise	Decision
Electricité de France	Conserver	Terna	Conserver
Endesa	Conserver	E.on	Intégrer
Enel	Ne pas intégrer	EDP Renovaveis	Exclure (Controverse niveau 3 – Ethique des affaires)
Energias de Portugal	Exclure (Controverse niveau 3 – Ethique des affaires)	Orsted	Intégrer
Engie	Conserver (Suivre controverse niveau 3)	Enagas	Conserver
Iberdrola	Conserver	Elia Group	Conserver
Naturgy Energy Group	Conserver	Italgas	Conserver
Red Electrica	Conserver	National Grid	Ne pas intégrer
Snam	Conserver	Verbund	Conserver
SSE	Conserver		

Toutes ces entreprises ont une note Vigeo supérieure ou égale à 50 et quatre d'entre elles ont plus de 70 (Edf , Enel , EdP et Endesa). Il s'agit donc d'un secteur très bien noté. Du fait de la nature de cette industrie (haut niveau technique , risques industriels et environnementaux), la prise de conscience de la nécessité RSE est ancienne.

Nous avons décidé d'intégrer :

Orsted En progrès. A complètement changé son mix énergie avec un bon plan de sortie du charbon.

EON Grande compétence dans la gestion des réseaux et leur interconnexion, facteur important d'amélioration . Bonne gestion sociale.

Nous avons conservé :

Engie Va dans le bon sens, mais doit améliorer sa sortie du charbon. Attention aux controverses.

EdF Confiance maintenue dans la prise en compte de la transition énergétique et dans ses valeurs malgré des controverses.

Iberdrola N'a plus de centrale charbon et fuel. Très engagée dans le renouvelable et sur une trajectoire à 1°5 . Action positive sur social et restructurations.

SSE En amélioration. Dernière centrale au charbon fermée en 2020. Engagement de réduction de l'intensité carbone de 60% d'ici 2030 .

Verbund Notations Vigeo très moyennes , mais importance de l'hydrolique et sortie du charbon en 2020

Naturgy Sortie du charbon en 2020 et engagement social fort dans les fermetures de centrales.

SSE En amélioration. Dernière centrale au charbon fermée en 2020. Engagement de réduction de l'intensité carbone de 60% d'ici 2030 .

Verbund Notations Vigeo très moyennes , mais importance de l'hydrolique et sortie du charbon en 2020.

Naturgy Sortie du charbon en 2020 et engagement social fort dans les fermetures de centrales.

Nous n'avons pas intégré :

National grid Beaucoup de controverses . Augmentation des émissions de SF6 entre 2017 et 2019 .

Enel Beaucoup trop de controverses , malgré une bonne activité sociale et une réduction du charbon de 74 % d'ici 2022 .

Nous avons exclu :

EdP Neutralité carbone à l'horizon 2030 et sortie du charbon en 2025, mais grave controverse de corruption de dirigeants.

EdP Renovaveis Même controverse que EdP ci-dessus. Action sociale faible.

Pour information, nous n'avons pas étudié **Fortum, Uniper et RWE** , qui ont été exclues directement par Meeschaert en raison de sa politique « charbon ».